

LE SOCIALISME

Le 8 janvier 2024

Si je continue ces causeries, c'est uniquement pour me faire plaisir ou parce que je ne peux pas rester sans rien faire. Il faut que je participe à la lutte de classe d'une manière ou d'une autre, à mon âge de mon trou en Inde je n'ai guère le choix des moyens.

Je me fous de ce que pense les lecteurs, car du moment qu'ils sont anonymes ou ils ne se font pas connaître avec un pseudonyme, ils n'existent pas ou plus vraiment dans tous les sens du terme.

Et puis on a l'impression d'avoir déjà tout dit, d'avoir abordé tous les sujets sous tous les angles possibles ou imaginables. On a abordé toutes les analyses ou théories ayant cours sans a priori. J'ai intégré un tas de facteurs de notre époque dans mon analyse de la situation et dans ma conception de la lutte de classe pour ne pas être tenté de me comporter comme un vulgaire dogmatique ou sectaire à l'esprit étroit et borné. J'ai dû étudier sérieusement un tas de sujets sur lesquels j'ignorais tout ou presque, à cette occasion j'ai fait des découvertes formidables.

J'ai toujours à l'esprit que ce qui parvient à notre connaissance ou ce dont on prend conscience au cours d'une vie, est finalement insignifiant et évolue sans cesse, sans quoi on se fossilise ou on se leurre sur ce qu'on croit savoir, pire, on méprise ceux qui demeurent profondément ignorants, c'est-à-dire, l'immense majorité des hommes toutes classes confondues.

On peut avoir acquis une conscience de classe et se retrouver totalement isolé. On se demande quoi en faire sans trouver de réponse, c'est très frustrant, mais il faut faire avec en attendant des jours meilleurs. De la même manière, on observe l'emprise grandissante de l'opportunisme sur l'ensemble du mouvement ouvrier, sa droitisation constante qu'il tente de masquer maladroitement en adoptant des positions communautaristes ou identitaires initiées par un tas d'officines au service des maîtres de Davos ou Bilderberg.

Vaut mieux encore continuer de lutter sur la base de nos principes ou de nos positions de classe quitte à être marginalisé, plutôt que les imiter et sombrer avec eux et le régime ultra réactionnaire ou fascisant qu'ils soutiennent. Si une organisation ou un parti adoptait cette attitude, je le soutiendrais, encore faudrait-il que ses dirigeants nous fournissent de solides garanties qu'ils ne trahiraient pas leurs engagements à la première occasion, selon mes critères qui peuvent être discutables, pourquoi pas, je n'ai jamais été fermé à la discussion fraternelle, c'est-à-dire, à condition que chacun veuille bien examiner sérieusement et loyalement les arguments des autres parties, ce qui à ma connaissance dans l'état actuel des choses relèvent encore de l'imaginaire.

On peut le regretter profondément, cela n'engage à rien, soyons honnête. On peut se dire aussi qu'on est peut-être trop rigide ou exigeant, qu'on demande l'impossible, que j'en porte également la responsabilité. Je serais prêt à l'admettre, si cela pouvait faire avancer les

choses, encore faudrait-il que cela repose sur des arguments solides, et que cela ne relève pas du procès d'intention ou d'accusations gratuites.

J'ai souvent eu l'occasion de constater lors d'une discussion, qu'après avoir manifesté des désaccords deux parties parvenaient à adopter la position de l'une d'entre elle sans trop savoir pourquoi, sinon chacun restait sur sa position sans davantage pouvoir expliquer pourquoi !

Quand on adopte une position ou lorsqu'on tire les conclusions d'une analyse, vaut mieux savoir de quoi on parle, ce qui n'est pas le cas en règle générale, on se contente de formules toutes faites ou on répète comme un perroquet ce qu'on a lu ou entendu quelque part, n'importe qui pour le travailleur lambda, un dirigeant de son parti ou de son courant politique pour un militant, peu importe ici qui a raison ou tort, c'est la méthode d'acquisition des connaissances ou le moyen par laquelle on s'est forgé une conviction qui pose problème dans les deux cas évoqués.

Personnellement ils ne me satisfont pas et je ne peux pas m'en contenter, parce que je serais incapable de défendre une position ou d'expliquer pourquoi je suis arrivé à telle ou telle conclusion. Tout dépend de nos intentions ou de notre motivation. Si c'est uniquement pour lancer des mots d'ordre en l'air, on peut se contenter de peu ou n'importe quoi fera l'affaire, bien qu'on puisse tout de même combattre contre son camp, non mais il faut en avoir conscience.

Par exemple. Sans avancer l'exigence du démantèlement d'Israël ou l'abolition de la résolution 181 de l'ONU à l'origine de la partition de la Palestine, les mots d'ordre les plus généreux ne valent rien. Cette guerre, qui concerne l'ensemble des peuples du Moyen-Orient, n'a pas commencé le 7 octobre 2023, ni en 1973, ni en 1967, ni en 1947 ou en 1948, elle remonte quelques années avant et après les années 20, au-delà, vers les années 1870, chaque fois on retrouve les mêmes protagonistes avec en toile de fond les colonisateurs sionistes fortunés et les anglo-saxons, le Raj britannique était la première puissance mondiale à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme.

On vient de voir qu'en à peine huit lignes, qu'on peut exprimer oralement en moins d'une minute, il est possible d'appréhender la question palestinienne dans une perspective historique, qui permet de déterminer la véritable nature et le véritable enjeu de cette guerre déclenchée par les Etats-Unis par l'intermédiaire de son agence sioniste au Moyen-Orient.

Du coup, on dispose d'arguments qui nous fournissent un tout autre éclairage sur la situation, que celui donné complaisamment par les autorités ou les médias mainstream ou sociaux qui s'emploient à faire démarrer ce conflit le 7 octobre 2023, à le réduire à un affrontement entre Israël et le Hamas, à renvoyer dos-à-dos Israël et Palestiniens comme s'ils en partageaient la responsabilité, alors qu'en réalité elle revient entièrement aux colonisateurs anglo-saxons, les Etats-Unis ayant pris la place qu'occupait autrefois l'empire britannique.

Cela pour dire, qu'il faut être particulièrement de mauvaise foi ou idiot pour refuser de convenir, qu'en s'en tenant strictement aux faits au cours d'une discussion, deux parties peuvent parvenir à la compréhension de n'importe quelle question et la partager, on peut parvenir à bout de n'importe quel désaccord politique, à condition d'en avoir la volonté ou d'être réellement motivés par la même cause collective et pas autres choses.

C'est la méthode que j'ai adoptée pour progresser et demeurer indépendant, fidèle au marxisme et au socialisme, tout du moins je l'espère ! J'ai cessé de vouloir enseigner quoi que ce soit à qui que ce soit, je le répète, je me contrefous de ce pensent mes lecteurs, j'ai juste besoin de voir où j'en suis et de vérifier si je suis digne de mon idéal, je ne suis pas comptable du reste dans ma situation.

Par ailleurs, je suis tributaire de mon âge et de mon état de santé, les yeux qui fatiguent et les poumons en sales états, ce qui justifie que je n'actualiserai plus le blog régulièrement. J'ai envie de dire, que je l'actualiserai quand j'en aurai envie ou quand j'aurai quelque chose de spécial à raconter.

Etre saturé d'infos ne sert à rien non plus, si on n'est pas capable d'enregistrer l'essentiel et de le conserver à l'esprit. La plupart des gens ne savent pas lire, manquent totalement de logique et de discernement. C'est perdre son temps d'essayer de leur faire comprendre quelque chose, quand on a un statut social aussi misérable que le mien.

Les trois dernières années qui viennent de s'écouler, ont permis de vérifier la pertinence du regard que je portais sur les masses et la société, embourgeoisées et toujours aussi ignorantes, conditionnées dans des proportions terrifiantes, idem pour le mouvement ouvrier. Si la situation politique internationale se radicalisait violemment dans les mois à venir, comme elle semble prendre le chemin, il faudrait que les masses en subissent de violentes conséquences, pour espérer que l'avant-garde du mouvement ouvrier se reconstruise sur des bases saines, qu'elle se rassemble enfin, c'est tout le mal qu'on peut se souhaiter en ce début d'année.

L'éditorial de la Tribune des travailleurs (Parti des travailleurs)

Par Daniel Gluckstein 28 décembre 2023

Dans les limites d'une opposition verbale...

C'était en avril dernier. Méprisant les millions de grévistes et de manifestants mobilisés depuis de longs mois contre sa réforme des retraites, Macron venait de la faire « adopter » par un 49-3 à l'Assemblée nationale. Alors que les travailleurs et les jeunes continuaient à défiler au cri de « *Macron, démission !* », les dirigeants des partis de la Nupes, eux, se tournèrent vers le président pour le supplier solennellement de ne pas promulguer sa loi. Ce qu'il fit pourtant dès que le Conseil constitutionnel lui en eut donné le feu vert.

On a revécu la même scène la semaine dernière. Allié à l'extrême droite et à la droite, Macron fait passer sa loi raciste, utilisant pour cela les artifices les plus antidémocratiques de la Ve République. Que font les dirigeants de l'ex-Nupes ? Ils écrivent à Macron : « *S'il vous plaît, ne promulgez pas.* »

Entre ces deux événements, il y a eu, en septembre, ce dîner auquel participèrent les dirigeants de tous les partis de « gauche », de droite et d'extrême droite, douze heures durant, autour de Macron. Et d'autres épisodes encore...

Comme la moule à son rocher, la « *gauche* » semble ne pouvoir se décrocher de Macron. Lequel s'en félicite bruyamment. Certes, les partis de « *gauche* » expriment souvent leur désaccord avec la politique présidentielle. Mais ils sont vigilants à rester dans les limites d'une opposition verbale sans conséquence pratique. Pour eux, Macron doit pouvoir continuer son œuvre, au nom du sacro-saint respect dû au président de la Ve République. Ce sont les mêmes d'ailleurs, et pour les mêmes raisons, qui en appellent au sacro-saint respect de l'ONU et de ses résolutions, y compris celle de 1947 qui a imposé la partition de la Palestine, partition à la source du massacre en cours.

N'en déplaise à ces dirigeants, la fonction de président de la République n'a rien de sacré. Elle consiste à assurer la domination capitaliste (c'est le cas aussi pour l'ONU à l'échelle internationale). La Ve République n'est elle-même que l'instrument de la domination de la classe capitaliste, du droit absolu qu'elle s'arroge d'exploiter les travailleurs, de piller les ressources de la nation pour la guerre et pour les spéculateurs, et de déchaîner son appareil répressif quand elle le juge utile. C'est parce qu'ils refusent de rompre avec ces institutions – et les rapports de classe qu'elles protègent – que les dirigeants des partis de « *gauche* » se placent eux-mêmes dans ce rapport de sujétion à Macron, au mépris de ce qu'attendent d'eux nombre de travailleurs et leurs propres militants. Qu'on ne vienne pas, après cela, se plaindre de l'abstention...

Un parti ne craint pas d'appeler les travailleurs à ouvrir la voie de la rupture par leur propre mobilisation. Un parti appelle à rejeter aussi bien le prétendu droit international de l'ONU, contraire au droit des peuples, que les institutions de la Ve République, contraires à la démocratie. Un parti appelle à rassembler les forces dans la lutte de classe pour briser la politique anti-ouvrière, antisociale, antidémocratique du gouvernement Macron. Son nom ? Parti des travailleurs.

J-C - On peut signer ou partager cet éditorial qui remet les uns et les autres à leurs places.

Pourquoi les « *antifas* » ne vous diront jamais. Parce qu'ils sont aussi farouchement anticommunistes.

Les États-Unis n'ont pas vaincu le fascisme pendant la Seconde Guerre mondiale, ils l'ont discrètement internationalisé.

J-C - La question que je me suis posé : Outre le fait que cela n'a jamais figuré dans un manuel scolaire, je me demande pourquoi lors de la formation politique que j'ai suivie avant de rejoindre une organisation qui se réclamait du marxisme et du communisme, du trotskysme, on ne m'a jamais enseigné cette épisode qui en disait plus que de long discours sur la nature des régimes politiques en place en France et plus largement en Occident.

Pourquoi nous a-t-on fait croire que nous vivions sous un régime un jour caractérisé d'antidémocratique, et un autre jour de démocratique, alors qu'il était l'émanation de la barbarie nazie ou fasciste, soit que les principaux acteurs politiques au pouvoir en soient issus, soit qu'ils l'aient passé sous silence quand ils figuraient dans l'opposition parlementaire ou institutionnelle, pour épargner à tout prix le régime en place et ignorer les véritables intentions

des principaux personnages qui allaient jouer un rôle politique déterminant dans l'orientation de la société au cours des années ou des décennies à venir, jusqu'à nos jours.

Extraits.

- L'un des mythes fondateurs du monde contemporain d'Europe occidentale et d'Amérique est que le fascisme a été vaincu pendant la Seconde Guerre mondiale par les démocraties libérales, et en particulier par les États-Unis.

- Bien que cela ressemble probablement à une hyperbole pour ceux dont la compréhension de l'histoire a été formatée par la science sociale bourgeoise, qui se concentre presque exclusivement sur le gouvernement visible et la couverture libérale susmentionnée, l'histoire du gouvernement invisible de l'appareil de sécurité nationale suggère que le fascisme, loin d'être vaincu lors de la Seconde Guerre mondiale, a été internationalisé avec succès.

- Lorsque les États-Unis sont entrés dans la Seconde Guerre mondiale, le futur chef de la CIA, Allen Dulles, a déploré que son pays combattait le mauvais ennemi. Les nazis, comme il l'a expliqué, étaient des chrétiens aryens pro-capitalistes, alors que le véritable ennemi était le communisme athée et son anticapitalisme résolu.

- Vers la fin de la Seconde Guerre mondiale, le général Karl Wolff, ancien bras droit de Himmler, est allé voir Allen Dulles à Zurich, où il travaillait pour l'Office of Strategic Services, l'organisation prédécesseur de la CIA. Wolff savait que la guerre était perdue et il voulait éviter d'être traduit en justice. Dulles, pour sa part, voulait que les nazis en Italie sous le commandement de Wolff déposent les armes contre les alliés et aident les Américains dans leur lutte contre le communisme. Wolff, qui était l'officier SS le plus haut gradé à avoir survécu à la guerre, offrit à Dulles la promesse de développer, avec son équipe nazie, un réseau de renseignement contre Staline. Il a été convenu que le général qui avait joué un rôle central dans la supervision de la machine génocidaire nazie, et qui a exprimé sa « *joie particulière* » lorsqu'il a obtenu des trains de marchandises pour envoyer 5 000 Juifs par jour à Treblinka, serait protégé par le futur directeur de la CIA, qui l'a aidé à éviter les procès de Nuremberg.

Wolff était très loin d'être le seul haut responsable nazi protégé et réhabilité par l'OSS-CIA. Le cas de Reinhard Gehlen est particulièrement révélateur. Ce général du IIIe Reich avait été responsable de Fremde Heere Ost, le service de renseignement nazi dirigé contre les Soviétiques. Après la guerre, il a été recruté par l'OSS-CIA et a rencontré tous les principaux architectes de l'État de sécurité nationale d'après-guerre : Allen Dulles, William Donovan, Frank Wisner, le président Truman. Il a ensuite été nommé à la tête du premier service de renseignement allemand après la guerre, et il a commencé à employer un grand nombre de ses collaborateurs nazis. L'organisation Gehlen, comme on l'appelait, allait devenir le noyau des services de renseignement allemands. On ne sait pas combien de criminels de guerre ce nazi décoré a engagé, mais Eric Lichtblau estime que quelque quatre mille agents nazis ont été intégrés dans le réseau supervisé par l'agence d'espionnage américaine. Avec un financement annuel d'un demi-million de dollars de la CIA dans les premières années de l'après-guerre, Gehlen et ses hommes forts ont pu agir en toute impunité. Yvonnick Denoël explique ce revirement avec une clarté remarquable : « *Il est difficile de comprendre que, dès 1945, l'armée et les services de renseignement américains aient recruté sans état d'âme d'anciens criminels nazis. L'équation était pourtant très simple à l'époque : les États-Unis venaient de*

vaincre les nazis avec l'aide des Soviétiques. Ils prévoyaient désormais de vaincre les Soviétiques avec l'aide d'anciens nazis ».

La situation était similaire en Italie parce que l'accord de Dulles avec Wolff faisait partie d'une entreprise plus vaste, appelée Opération Sunrise, qui a mobilisé les nazis et les fascistes pour mettre fin à la Seconde Guerre mondiale en Italie (et commencer la Troisième Guerre mondiale à travers le monde). Dulles a travaillé main dans la main avec le futur chef du contre-espionnage de l'Agence, James Angleton, qui était alors stationné par l'OSS en Italie. Ces deux hommes, qui deviendront deux des acteurs politiques les plus puissants du XXe siècle, ont montré de quoi ils étaient capables dans cette étroite collaboration entre les services de renseignement américains, les nazis et les fascistes. Angleton, de son côté, a recruté des fascistes pour mettre fin à la guerre en Italie afin de minimiser le pouvoir des communistes. Valerio Borghèse était l'un de ses principaux contacts parce que ce fasciste pur et dur du régime de Mussolini était prêt à servir les Américains dans la lutte anti communiste, et il est devenu l'une des figures de proue internationales du fascisme d'après-guerre. Angleton l'avait directement sauvé des mains des communistes, et l'homme connu sous le nom de Prince noir a eu l'occasion de poursuivre la guerre contre la gauche radicale sous un nouveau patron : la CIA.

Une fois la guerre terminée, de hauts responsables du renseignement américain, dont Dulles, Wisner et Carmel Offie, « ont œuvré pour que la dénazification n'ait qu'une portée limitée », selon Frédéric Charpier : « *Des généraux, des hauts fonctionnaires, des policiers, des industriels, des avocats, des économistes, des diplomates, des universitaires et de véritables criminels de guerre ont été épargnés et remis à leur poste.* » L'homme en charge du plan Marshall en Allemagne, par exemple, était un ancien conseiller de Hermann Göring, le commandant en chef de la Luftwaffe (armée de l'air). Dulles a rédigé une liste de hauts fonctionnaires de l'État nazi à protéger et à faire passer pour des opposants à Hitler. L'OSS-CIA a procédé à la reconstruction des États administratifs en Allemagne et en Italie avec leurs alliés anticommunistes.

Eric Lichtblau estime que plus de 10 000 nazis ont pu immigrer aux États-Unis dans la période d'après-guerre (au moins 700 membres officiels du parti nazi avaient été autorisés à entrer aux États-Unis dans les années 1930, alors que les réfugiés juifs étaient refoulés). En plus de quelques centaines d'espions allemands et de milliers de SS, l'opération Paperclip, qui a commencé en mai 1945, a amené au moins 1 600 scientifiques nazis aux États-Unis avec leurs familles. Cette entreprise visait à récupérer les grands esprits de la machine de guerre nazie et à mettre leurs recherches sur les fusées, l'aviation, les armes biologiques et chimiques, etc., au service de l'empire américain. La Joint Intelligence Objectives Agency a été créée spécifiquement pour recruter des nazis et leur trouver des postes dans les centres de recherche, le gouvernement, l'armée, les services de renseignement ou les universités (au moins 14 universités y ont participé, dont Cornell, Yale et le MIT).

Bien que le programme ait officiellement exclu les nazis ardents, du moins au début, il a en fait permis l'immigration de chimistes d'IG Farben (qui avait fourni les gaz mortels utilisés dans les exterminations de masse), de scientifiques qui avaient utilisé des esclaves dans les camps de concentration pour fabriquer des armes, et de médecins qui avaient participé à des expériences hideuses sur les Juifs, Roms, communistes, homosexuels et autres prisonniers de guerre. Ces scientifiques, qui ont été décrits par un fonctionnaire du département d'État opposé à Paperclip comme « *les anges de la mort d'Hitler* », ont été accueillis à bras ouverts

dans le pays de la liberté. Ils ont reçu un logement confortable, un laboratoire avec des assistants et la promesse d'une citoyenneté si leur travail portait ses fruits. Ils ont ensuite mené des recherches qui ont été utilisées dans la fabrication de missiles balistiques, de bombes à sous-munitions au gaz sarin et dans la militarisation de la peste bubonique.

La CIA a également collaboré avec le MI6 pour mettre en place des armées secrètes anticommunistes dans tous les pays d'Europe occidentale. Sous prétexte d'une invasion potentielle par l'Armée rouge, l'idée était de former et d'équiper des réseaux de soldats illégaux qui resteraient derrière les lignes ennemies si les Russes se déplaçaient vers l'ouest. Ils seraient ainsi activés dans le territoire nouvellement occupé et chargés de missions d'exfiltration, d'espionnage, de sabotage, de propagande, de subversion et de combat. Les deux agences ont travaillé avec l'OTAN et les services de renseignement de nombreux pays d'Europe occidentale pour construire cette vaste organisation sub-rosa, établir de nombreuses caches d'armes et de munitions et équiper leurs soldats de l'ombre de tout ce dont ils avaient besoin. Pour ce faire, ils ont recruté des nazis, des fascistes, des collaborationnistes et d'autres membres anticommunistes de l'extrême droite. Les chiffres varient selon les pays, mais ils sont estimés entre quelques dizaines et plusieurs centaines, voire quelques milliers, par pays. Selon un reportage de l'émission de télévision *Retour aux sources*, il y avait 50 unités de réseau stay-behind en Norvège, 150 en Allemagne, plus de 600 en Italie et 3 000 en France.

Ces militants entraînés seront plus tard mobilisés pour commettre ou coordonner des attaques terroristes contre la population civile, qui seront ensuite imputées aux communistes afin de justifier la répression de la « *loi et de l'ordre* ». Selon les chiffres officiels en Italie, où cette stratégie de tension était particulièrement intense, il y a eu 14 591 actes de violence à caractère politique entre 1969 et 1987, qui ont fait 491 morts et 1 181 blessés. Vincenzo Vinciguerra, membre du groupe d'extrême droite Ordine Nuovo et auteur de l'attentat à la bombe près de Peteano en 1972, a expliqué que l'Avanguardia Nazionale fasciste, comme l'Ordine Nuovo, était mobilisée dans la bataille dans le cadre d'une stratégie anticommuniste provenant non pas d'organisations déviantes des institutions du pouvoir, mais de l'État lui-même et plus particulièrement dans le cadre des relations de l'État au sein de l'Alliance atlantique ». En 2000, une commission parlementaire italienne qui a mené une enquête sur les armées stay-behind en Italie est parvenue à la conclusion suivante : « *Ces massacres, ces bombes, ces actions militaires ont été organisés, promus ou soutenus par des hommes au sein des institutions de l'État italien et, comme on l'a découvert plus récemment, par des hommes liés aux structures du renseignement des États-Unis.* »

L'État de sécurité nationale des États-Unis a également été impliqué dans la supervision des lignes de rats qui ont exfiltré les fascistes d'Europe et leur ont permis de se réinstaller dans des refuges sûrs à travers le monde, en échange de faire son sale boulot. Le cas de Klaus Barbie n'est qu'un cas parmi des milliers, mais il en dit long sur le fonctionnement interne de ce processus. Connu en France comme « *le boucher de Lyon* », il y a dirigé le bureau de la Gestapo pendant deux ans, y compris le moment où Himmler a donné l'ordre de déporter au moins 22 000 Juifs de France. Ce spécialiste des « *tactiques d'interrogatoire renforcées* », connu pour avoir torturé à mort le coordinateur de la Résistance française, Jean Moulin, organise la première rafle de l'Union générale des Juifs de France en février 1943 et le massacre de 41 enfants juifs réfugiés à Izieu en avril 1944. Avant d'arriver à Lyon, il avait dirigé des escadrons de la mort sauvages, qui avaient tué plus d'un million de personnes sur le front de l'Est selon Alexander Cockburn et Jeffrey St. Clair. Mais après la guerre, l'homme que ces mêmes auteurs décrivent comme le troisième sur la liste des criminels SS les plus

recherchés travaillait pour le Counter Intelligence Corps (CIC) de l'armée américaine. Il a été engagé pour aider à construire les armées stay-behind en recrutant d'autres nazis et pour espionner les services de renseignement français dans les régions contrôlées par la France et les États-Unis en Allemagne.

Lorsque la France a appris ce qui se passait et a demandé l'extradition de Barbie, John Mc Cloy, le haut-commissaire des États-Unis en Allemagne, a refusé en affirmant que les allégations étaient basées sur des ouï-dire. Néanmoins, il s'est finalement avéré trop coûteux, symboliquement, de garder un boucher comme Barbie en Europe, il a donc été envoyé en Amérique latine en 1951, où il a pu poursuivre son illustre carrière. Installé en Bolivie, il a travaillé pour les forces de sécurité de la dictature militaire du général René Barrientos et pour le ministère de l'Intérieur et la branche contre-insurrectionnelle de l'armée bolivienne sous la dictature d'Hugo Banzer, avant de participer activement au coup d'État de la cocaïne en 1980 et de devenir le directeur des forces de sécurité sous le général Meza. Tout au long de sa carrière, il a maintenu des relations étroites avec ses sauveurs dans l'État de sécurité nationale des États-Unis, jouant un rôle central dans l'opération Condor, le projet de contre-insurrection qui a réuni les dictatures latino-américaines, avec le soutien des États-Unis, pour écraser violemment toute tentative de soulèvement égalitaire par le bas. Il a également contribué au développement de l'empire de la drogue en Bolivie, notamment en organisant des gangs de narco-mercenaires qu'il a nommés Los novios de la muerte, dont les uniformes ressemblaient à ceux des SS. Il a voyagé librement dans les années 1960 et 1970, visitant les États-Unis au moins sept fois, et il a très probablement joué un rôle dans la chasse à l'homme organisée par l'Agence pour tuer Ernesto « Che » Guevara.

Pour lire la suite :

<https://histoireetsociete.com/2024/01/02/les-etats-unis-na-pas-vaincu-le-fascisme-pendant-la-seconde-guerre-mondiale-il-la-discretement-internationalise/>

J-C – Passionnant, n'est-ce pas ?

Lu

- Il s'agit donc de voir où la croissance économique mondiale va se concentrer. On peut considérer l'économie américaine comme une économie en faillite. Et les États-Unis sont un État en faillite. Et vous pouvez considérer que l'Europe est un État en faillite parce qu'elle s'est laissée diriger par des planificateurs néolibéraux américains qui la traitent comme ils ont traité la Russie dans les années 1990. Il faut donc aller là où l'on constate la croissance dans les domaines qui vous intéressent. Et il se pourrait bien que l'on assiste à un renversement du mouvement mondial d'immigration vers le nouveau monde. Et maintenant, ils se dirigent vers le nouveau monde, qui est l'Asie de l'Est et la Russie, le nord.

Je pense que l'Europe est un continent perdu pour la prochaine décennie. Cela va prendre beaucoup de temps. Je ne pense pas que l'Europe puisse se sauver, parce qu'elle n'a fait aucune tentative pour le faire. Les dirigeants européens pensent qu'ils doivent dépendre des États-Unis pour leur soutien personnel ainsi que pour leur fortune personnelle et même pour leur liberté personnelle. Je ne pense donc pas que l'Europe puisse se sauver elle-même.

Je pense qu'à long terme, c'est-à-dire pour le reste du XXI^e siècle, ils [les peuples et pays européens] trouveront leur salut, mais il ne viendra pas d'Europe. Il viendra de la Chine, de la Russie, des BRICS Plus et de l'Eurasie, avec le Sud global, qui poursuivent un programme économique et politique entièrement différent. Le monde va se diviser en deux parties, et nous en avons discuté, je crois, lors de notre dernière émission. Il y aura l'économie néolibérale, financiarisée, privatisée, de l'OTAN, de l'Europe et des États-Unis d'une part, ce que Joseph Borrell appelle le jardin fleuri, mais où en fait, les fleurs sont toutes fanées, où les fleurs déjà ont été cueillies. Il ne s'agit plus vraiment d'un jardin en croissance. Elles ont été cueillies et gisent sur le sol.

D'un autre côté, il y a la jungle. La jungle, c'est ce qui pousse. C'est ce que fait la jungle. Elle se développe. La jungle sera donc l'Asie, l'Asie de l'Est, l'Asie du Sud, et ses liens avec l'Afrique et le Brésil. Et le joker est, bien sûr, de savoir qui contrôlera le Proche-Orient. Aujourd'hui l'alternative au modèle néolibéral américain est un modèle d'économies mixtes. Je vois la Chine et la Russie suivre à peu près le même modèle que celui que le monde entier a suivi avant la Première Guerre mondiale.

Au début du XX^e siècle, il y avait le capitalisme industriel américain. Il y avait le capitalisme industriel allemand, avec un secteur public très actif. Les deux pays comptaient sur les investissements publics dans les routes, les chemins de fer, les canaux, les systèmes scolaires, les systèmes de santé, afin de minimiser le coût de la vie, de minimiser le coût des affaires et d'empêcher le développement de monopoles qui gagneraient de l'argent sans vraiment produire quoi que ce soit.

Tout ceci s'est terminé avec la Seconde Guerre mondiale. La lutte contre l'Union soviétique s'est transformée en une lutte non seulement contre le socialisme mais aussi contre l'idée même du capitalisme industriel selon laquelle l'infrastructure publique est le principal moteur de l'économie. Aujourd'hui, on voit que la Chine est en tête avec un pays qui utilise son excédent économique non pas pour créer de la richesse financière, mais pour se doter de moyens de production tangibles. Des chemins de fer, des trains à grande vitesse, des routes, une production automobile, une production industrielle. Il s'agit d'une économie mixte dans laquelle la plus grande partie de l'argent est traité comme un service public, de sorte que le gouvernement peut décider comment utiliser cet argent. Nous allons créer de l'argent pour financer des investissements en capitaux tangibles et pour financer l'emploi dans des biens et des services réels. Construire des maisons, des immeubles de bureaux, des infrastructures, des ports, des navires, des trains et des chemins de fer. C'est pour cela qu'ils créent de l'argent.

Aux États-Unis, la Réserve fédérale, et en Europe les banques centrales, créent de l'argent essentiellement pour que des intérêts financiers achètent des entreprises industrielles et des infrastructures existantes et les ferment. Le modèle pour l'Europe occidentale est la société des eaux Thames Water en Angleterre, une société qui a été privatisée et qui, au lieu de fournir de l'eau propre et de traiter les eaux polluées, utilise l'argent qu'elle reçoit uniquement pour payer des dividendes aux investisseurs, sans faire d'investissement, et finit par polluer l'eau, en perdre énormément à cause des fuites, et par être le désastre que l'on voit en Angleterre. Des histoires similaires pourraient être racontées à propos des États-Unis.

Voyons ce qui se passera dans 10 ans, ou plus probablement dans 20 ans. Que se passera-t-il lorsque l'Europe occidentale et les États-Unis verront comment la Chine, la Russie, l'Iran et les autres pays des BRICS augmentent leurs niveaux de vie et leur productivité ? Ils seront

pour l'Occident ce que l'Amérique était pour l'Europe après la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, la situation est inversée. Aujourd'hui, ce sont les États-Unis et l'Europe qui vont se tourner vers la Russie et la Chine pour savoir comment les imiter. Comment obtenir des produits de luxe russes et chinois ? Au lieu d'acheter des blue-jeans, des blue-jeans américains et des cigarettes comme ils ont fait après la Seconde Guerre mondiale, ils voudront acheter des produits chinois, russes, asiatiques et, je l'espère, proche-orientaux également.

Il est évident qu'à un certain moment, non seulement la population mais aussi les milieux d'affaires se diront que, si nous voulons gagner de l'argent, nous allons devoir rejoindre cet ordre économique en expansion au lieu de rester dans l'ordre économique en régression que nous observons aux États-Unis et en Europe. Normalement, on pourrait penser que les pays agissent toujours dans l'intérêt de leurs principales classes d'affaires, mais cela ne s'est pas produit en Europe. Ce n'est pas le cas aux États-Unis, mais c'est le cas en Asie en raison de la manière dont les gouvernements créent un marché pour que les entreprises fassent des profits en développant l'économie plutôt qu'en la fermant et en la réservant aux riches élites.

Mon commentaire :

– *“Voyons ce qui se passera dans 10 ans, ou plus probablement dans 20 ans. Que se passera-t-il lorsque l'Europe occidentale et les États-Unis verront comment la Chine, la Russie, l'Iran et les autres pays des BRICS augmentent leurs niveaux de vie et leur productivité ?”*

Il arrivera un jour où ils se retrouveront tous dans la même situation cette fois-ci. Ils ne pourront plus augmenter leur niveau de productivité, parce qu'il y a une limite à tout. Pas besoin d'être très intelligent pour le comprendre, sauf peut-être pour ceux qui refusent de l'admettre, car ils tiennent à tout prix à sauver le système capitaliste, et c'est l'ensemble du système économique (mondial) reposant sur ce facteur qui s'effondrera ou adoptera la même orientation que celle qu'on observe aux États-Unis et en Europe de nos jours, c'est aussi inéluctable que ce qui se produit sous nos yeux.

Ceux qui se demandent pourquoi les choses se passent ainsi, démontrent qu'ils n'ont manifestement pas compris (ou rien compris) qu'il ne pouvait pas en être autrement dans des conditions données, parce qu'ils ignoraient en quoi consistaient ces conditions. En tant que porte-parole des *“milieux d'affaires”* Michael Hudson en fait partie.

Tout système comporte un début et une fin, il est voué à disparaître, et le système économique en vigueur n'échappe pas à cette loi de la nature. On pourrait appeler ce processus la dialectique de la nature ou de l'histoire.

Plus tôt sera le mieux, sauf qu'en restant les bras croisés ou assis face à un écran, cette aventure risque de mal se terminer, vaudrait mieux prendre en mains son destin et s'engager dans le combat politique pour avoir une chance qu'elle se termine bien, non ? Sinon ce genre d'article et tout le reste ne présente absolu aucun intérêt.

Leur intention de nuire à la population n'a pas de limite.

Lu - Les produits ultra-transformés augmenteraient le risque de survenue de troubles métaboliques, de pathologies cardiovasculaires, mais aussi de cancers et nuiraient à la santé mentale. Or, malgré cette liste d'effets délétères qui s'allonge, l'engouement qu'ils suscitent au sein de la population ne semble pas faiblir...

Aujourd'hui, les produits classifiés comme « *ultra-transformés* » représentent une part non négligeable de notre alimentation : entre 25 % et 60 % des apports énergétiques quotidiens (sur 2 000 kcal/jour) avec d'importantes variations en fonction des pays.

https://elucid.media/societe/produits-ultra-transformes-des-aliments-nefastes-pour-notre-sante?mc_ts=crises

La France, la Belgique, les États-Unis et le Canada inondés de nourriture à base d'insectes, même dans les produits bio et les végans - Par Jean-Baptiste Loin (Réponses bio 19 novembre 2023) - Mondialisation.ca, 30 décembre 2023

Depuis 2015 le cabinet McKinsey est en charge d'une campagne mondiale pour la promotion d'aliments à base d'insectes.

Par le prisme d'une entreprise actuellement considérée comme une des plus importantes Biotechs françaises, Innovafeed, ils ont patiemment détourné l'attention du public et usé d'arguments fallacieux pour parvenir à leurs fins.

Selon l'ONU et le lobbyiste McKinsey, appuyés par une armée de soldats disciplinés et avides de pouvoir, le choix ne vous appartient déjà plus, même les réseaux de distribution d'alimentation biologique commencent à s'organiser pour vous en faire manger... en toute discrétion.

Innovafeed ayant refusé l'interview que nous leur avons proposée pour expliquer leur démarche de manière transparente, puisque vous avez le droit de savoir, j'ai enquêté pour vous délivrer la vision la plus claire possible de la situation actuelle.

Tout commence en 2016, lorsque trois jeunes trentenaires, Clément Ray, Aude Guo et Bastien Oggeri, anciens membres du cabinet McKinsey et de la banque d'affaires Rothschild, fondent une entreprise de biotechnologies spécialisée dans la production et la vente de mouches soldats noires.

Soit à peine un an après que l'influence tentaculaire du cabinet ayant galvanisé les citoyens français pour les campagnes présidentielles d'Emmanuel Macron, commence à jouer de sa légion de réseaux pour favoriser le développement de cette entreprise nourrissant le souhait de vous faire gober leurs mouches.

https://www.mondialisation.ca/la-france-la-belgique-les-etats-unis-et-le-canada-inondes-de-nourriture-a-base-dinsectes-meme-dans-les-produits-bio-et-les-vegans/5684687?doing_wp_cron=1704603859.8307690620422363281250

Le secteur de la santé corrompu jusqu'à l'os en France.

En ce début d'année 2024, les vœux traditionnels ont pris une tournure singulière avec le message incisif du Professeur Didier Raoult.

En cette nouvelle année, j'espère (Didier Raoult) que la raison prévaudra :

Que les médecins auront le droit d'exercer leur art.

Que les ministres ne seront pas affectés par des conflits d'intérêts (URGO).

Que les « *experts* » divulgueront, conformément à la loi, leurs conflits d'intérêts avec l'industrie pharmaceutique.

Que la directrice de l'Agence nationale de sécurité des médicaments rende des comptes pour sa publication illégale (sa seule publication internationale non validée éthiquement, bien que requise) plutôt que de proposer des essais illégaux (tuberculose, COVID).

Que les détails sur les milliards distribués pendant la crise seront enfin disponibles.

Que l'utilisation des fonds Marianne distribués par Mme Schiappa, notamment pour financer les personnes qui nous ont harcelés, sera révélée.

Que les documents de l'Europe sur l'achat massif (un milliard d'euros) de remdesivir, la veille même où l'OMS reconnaissait son inefficacité (mais toujours recommandé en France), seront divulgués.

Que la nature des SMS échangés entre la présidente de la Commission européenne et Pfizer pour l'achat de vaccins en quantité excessive, dont une grande partie n'a pas été utilisée et a expiré, sera révélée.

Que la raison pour laquelle la composition du vaccin (avec une richesse inattendue en ADN) et son expression chez l'homme (protéine imprévue) n'étaient pas connues sera éclaircie.

Que la justice prendra en compte nos plaintes pour diffamation, harcèlement et usage de faux.

Que les parlementaires, à l'instar de leurs homologues en Angleterre ou aux États-Unis, analyseront les décisions liées au Covid.

Enfin, avec les élections à venir, espérons que la crise morale, sanitaire et financière liée au Covid devienne un véritable enjeu politique et fasse l'objet d'un débat démocratique, plutôt que d'une censure indigne de notre histoire.

Les derniers développements de la guerre en Palestine occupée.

- Le ministère palestinien de la Santé à Gaza a annoncé, samedi, que le bilan des victimes de la guerre israélienne contre la Bande, depuis le 7 octobre, s'est alourdi à 22 722 morts et 58 166 blessés.

Le ministère a indiqué, dans un communiqué, que "*durant les dernières 24 heures, l'occupation israélienne a commis 12 massacres contre des familles dans la Bande de Gaza, faisant 122 martyrs et 256 blessés.*" aa.com.tr 06.01.2024

Guerre Israël-Hamas: des rassemblements en soutien au peuple palestinien à Paris et en régions - BFMTV 7 janvier 2024

A Paris, "*1.500 participants*" ont défilé entre la place de la Bastille et la place de la Nation à l'appel de l'association CAPJPO-EuroPalestine, selon la préfecture de police.

Des rassemblements ont également eu lieu dans quelques autres villes: près de 250 personnes à Lille, 300 à 400 à Rennes, 300 à Strasbourg.

J-C – 3.000 à Paris selon une autre source...

France occupée (Vigipirate et Sentinelle)

A partir du 7 octobre 2023 en Palestine occupée !

Les jeunes Français disposent de grosses lacunes en Histoire selon un nouveau sondage - actu.orange.fr 7 janvier 2024

Selon un nouveau sondage OpinionWay, les jeunes Français âgés de 16 à 24 ans ont, au même titre que pour le français et les mathématiques, de grosses lacunes en Histoire. La Shoah est notamment l'un des épisodes historiques le moins bien connu, révèle l'étude.

"*Est-ce qu'il est possible d'enseigner l'antisémitisme à des jeunes qui ne savent pas ce qu'est la Shoah, qui ne comprennent pas la spécificité de ce fait historique ?*", déplore ainsi la politologue Chloé Morin à l'origine de cette étude.

J-C - Pour leur enseigner ce qu'est l'antisémitisme, il faut leur enseigner ce qu'est le sionisme ou l'origine de l'Etat juif nazi.

- 41 % des jeunes âgés de 16 à 24 ans estiment que la laïcité sert avant tout à discriminer les musulmans. 45 % des sondés avancent que les juifs sont davantage protégés par les autorités en France.

J-C - Ils ont raison, les autorités en France sont sous influence du CRIF ou du représentant du sionisme d'extrême droite dans ce pays.

Esprit de famille.

J-C - Vendredi, le premier président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici (PS), a expliqué avoir retardé la publication du rapport de cette institution de la Ve République sur la politique de migration conduite par Macron et son gouvernement, afin d'éviter qu'il « n'interfère » avec le vote de la loi immigration le 19 décembre 2023. Pourquoi ?

Un faux prétexte.

Parce que le document pointait "*les failles de la gestion des frontières et des éloignements*", ce qui aurait contrarié une partie des députés de LR et empêché l'extrême droite de rallier Renaissance pour faire adopter cette loi par l'Assemblée nationale. Autrement dit, il n'y aurait pas eu de majorité pour adopter cette loi qui aurait été rejetée, Pierre Moscovici a donc pris cette décision pour ne pas mettre Macron gravement dans l'embarras. (Source des données : AFP)

Nous exigeons le retrait de cette loi !

Mobilisation du 14 janvier 2024 contre les lois racistes - blogs.mediapart.fr 31 décembre 2023

Quand les préoccupations des populations vont prioritairement à la santé, au logement, à l'éducation, au coût de la vie (sondages INSEE), les pouvoirs sous influence des droites extrêmes répondent par le tout sécuritaire en stigmatisant les personnes étrangères. Non non et non, les lois racistes ne doivent pas passer !

<https://blogs.mediapart.fr/lenous/blog/311223/mobilisation-du-14-janvier-2024-contre-les-lois-racistes>

La droite sociale s'adresse à son président.

L'Appel des 201 contre la loi immigration - blogs.mediapart.fr 7 janvier 2024

Deux cents et une personnalités d'horizons divers, dont l'ex-Défenseur des droits Jacques Toubon, appellent à marcher le dimanche 21 janvier dans toute la France pour demander au Président de la République de ne pas promulguer la loi immigration.

Signé notamment par Jacques Toubon, Défenseur des droits de 2014 à 2020, et Thierry Beaudet, président du Conseil économique social et environnemental (CESE), cet appel vise à rassembler toutes celles et tous ceux qui, dans leur grande diversité, considèrent que la loi immigration constitue un danger pour notre République, aux antipodes des principes de solidarité, de liberté, d'égalité et de fraternité.

Dénonçant les marchands de haine et les mécaniques de division sans fin de notre société, la pluralité inédite des signataires de l'appel vise à faire primer l'essentiel : le rassemblement et la solidarité. Publié conjointement par L'Humanité et Mediapart, il réunit des personnalités de tous milieux – intellectuels, universitaires, scientifiques, culturels, artistiques, syndicaux, religieux, associatifs, mutualistes, politiques, etc. – dont les noms figurent à la fin de ce billet.

Les dirigeants des principales organisations syndicales en sont signataires : Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT ; Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT ; Laurent Escure, secrétaire général de l'UNSA ; Murielle Guilbert et Simon Duteil, co-porte-paroles de Solidaires ; Benoît Teste, secrétaire général de la FSU. Tout comme les dirigeants des principales associations d'accueil et de lutte contre la pauvreté : Henry Masson, président de la Cimade ; Marie-Aleth Grard, présidente d'ATD Quart Monde ; Antoine Sueur, président d'Emmaüs France ; Véronique Devise, présidente du Secours Catholique ; Najat Vallaud-Belkacem, présidente de France Terre d'Asile.

Les responsables des associations de lutte pour les libertés et contre le racisme en sont évidemment signataires (Ligue des Droits de l'homme, Syndicat de la magistrature, Syndicat des avocats de France, SOS Racisme, etc.) tout comme des figures des quartiers populaires, tels Farid Bennaï, porte-parole du Front uni des immigrations et des quartiers populaires (FUIQP), et Toumi Djäïdja, co-initiateur et symbole de la Marche pour l'égalité de 1983.

Également soutenu par les dirigeants des grandes organisations de l'économie sociale et solidaire comme la Fédération nationale de la Mutualité française et l'Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux (UNIOPSS), cet appel est aussi signé par des élus de sensibilités politiques diverses (Fabien Roussel, Cécile Rilhac, Guillaume Lacroix, Benjamin Saint-Huile, Marine Tondelier, Olivier Faure et Manuel Bompard).

https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/070124/l-appel-des-201-contre-la-loi-immigration#at_medium=custom7&at_campaign=1047

Commentaires d'internautes.

1- Alors que les manifs du 14 janvier contre la loi asile immigration sont connues depuis plus de 2 semaines arrive ce 21 janvier... belle entreprise de division. On fait signer 201 "*personnalités*" contre plus de 300 collectifs de terrain.

2- Je n'ai pas lu dans ce texte l'exigence claire et nette de "retrait de la loi" seule à même de forger l'unité. A la place il s'agit d'une supplique à l'homme qui est à l'origine de cette horreur. Enfin pourquoi ces "*personnalités*" ne font-ils aucune référence à l'appel au rassemblement citoyen du 14 janvier pourtant largement unitaire?

Les sionistes nazis sont aux commandes en France.

Lu- La vice-championne olympique de basketball Émilie Gomis critique Israël et perd son poste d'ambassadrice des Jeux Olympiques de 2024

Le contenu partagé comportait des cartes de la France datées de 1947, 1967 et 2023, illustrant une transformation graduelle du drapeau tricolore français en drapeau israélien, accompagné de la question : « *Quelles seraient vos actions dans cette situation ?* ». Cette publication a mis en suspens le statut d'Émilie Gomis au sein des Jeux Olympiques de 2024.

Cela rappelle les propos de l'ancien Premier ministre, Dominique de Villepin, qui suggérait que les artistes exprimant leur solidarité envers les Palestiniens et demandant un cessez-le-feu à Gaza, se faisaient évincer :

« On voit en filigrane à quel point la domination financière sur les médias, le monde de l'art, de la musique, pèse lourd. Ils ne peuvent pas dire ce qu'ils pensent tout simplement parce que les contrats s'arrêtent immédiatement. »

Le comité de déontologie du CNOSF (Comité national olympique et sportif français), sollicité par le président du mouvement olympique français, David Lappartient, aurait pris la décision, à la fin du mois de décembre, de recommander la radiation d'Émilie Gomis pour violation avérée des principes éthiques. Cette recommandation devrait être entérinée jeudi prochain, lors d'une réunion de la commission des athlètes.

Auparavant, l'ancienne joueuse de l'équipe de France féminine de basket-ball occupait un siège au sein de la commission des athlètes du comité olympique français. Suite à la controverse, elle a exprimé ses excuses via son compte Instagram ainsi que dans les colonnes du journal L'Équipe. Mais rien n'y fera, il vaut mieux critiquer la Palestine ou l'islam plutôt que de s'attaquer à Israël ! Le message est passé.

2024 : L'année de la radicalisation, et vous ?

J-C - La police du régime fasciste tue, la preuve. L'AFP et France Info se font les avocats des assassins.

Pendant combien de temps va encore durer l'hypocrisie ambiante, la lâcheté collective, y compris parmi ceux qui critiquent Macron et son régime d'extrême droite et qui se réclament du mouvement ouvrier ou du socialisme ? Assez !

Seine-Saint-Denis : un homme meurt après avoir reçu une dizaine de décharges de pistolet à impulsion électrique lors de son arrestation - AFP 5 décembre 2024

Un homme de 30 ans est mort, vendredi 5 janvier, à la suite de son interpellation par la police, dans la nuit de jeudi à vendredi, a annoncé le parquet de Bobigny. Il a reçu une dizaine de décharges de pistolet à impulsion électrique lors de son interpellation par la police à Montfermeil (Seine-Saint-Denis), dans la nuit de mercredi à jeudi, a précisé la justice.

L'homme est mort vendredi matin à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, où il avait été conduit à la suite d'un arrêt cardio-respiratoire, a confirmé le parquet de Bobigny. Une autopsie doit être pratiquée lundi. A ce stade, il n'est pas possible d'affirmer que les coups de taser sont responsables de la mort du trentenaire.

D'après les premiers éléments de l'enquête, six policiers ont fait usage de leur pistolet à impulsion électrique. Ils étaient 18 fonctionnaires à intervenir après l'appel à la police d'un épicier. AFP 5 décembre 2024

Abus de pouvoir tout azimut. Tout est bon pour entretenir un climat de psychose et de punition collective.

Huîtres contaminées : "Une certaine psychose s'est installée", regrette le président du comité national de la conchyliculture - AFP 5 décembre 2024

"On est tous touchés alors que 90% des zones sont ouvertes et ne posent aucun problème", regrette Philippe Le Gal.

Dans le registre ils osent tout. Parole du commandant ou porte-parole des néonazis ukrainiens et israéliens.

Etats-Unis : Joe Biden accuse Donald Trump d'utiliser la rhétorique de "l'Allemagne nazie", lors d'un discours de campagne - AFP 5 janvier 2024

Portugal.

Portugal : un paradis fiscal pour les fortunes françaises et pour de nombreux particuliers - AFP 5 janvier 2024

"Comme les personnes qui émigrent sont celles qui ont les plus hauts revenus, leur départ affecte les ressources de leur pays d'origine. Avec des conséquences importantes, même s'il y a un faible nombre de départs, car ces personnes font partie de celles qui rapportent le plus en termes d'impôts." Selon la chercheuse de l'Université de Leeds, Rita de la Feria, ce "dumping" fiscal des particuliers pourrait avoir des conséquences aussi ravageuses pour les finances publiques que celui pratiqué dans d'autres pays européens, comme le Luxembourg ou les Pays-Bas, pour l'impôt sur les sociétés. Or cette politique fiscale agressive est mise en place au Portugal, mais aussi dans d'autres pays comme la Grèce, la Croatie ou l'Espagne.

À l'origine du développement de cette panoplie d'exonérations fiscales, la crise de 2008 qui laisse le pays à terre. La consommation s'arrête, les emprunteurs ne parviennent plus à rembourser les banques, le chômage atteint un taux record de 16% en 2013. Mais surtout, *"en 2010, les banques portugaises se sont retrouvées avec un stock de six milliards d'euros de biens immobiliers"*, explique Carlos Vinhas Pereira, président de la Chambre de commerce franco-portugaise. Il fallait donc trouver un moyen d'écouler ce stock. Le pays, pris en main par la "Troïka" (le Fonds monétaire international, la Commission européenne et la Banque centrale européenne), met alors en place 130 mesures drastiques pour relancer l'économie.

Après des années de reprise économique fulgurante, les salariés portugais sont confrontés à un nouveau problème. L'arrivée de classes aisées a fait doubler le prix de l'immobilier dans les

régions de Lisbonne, de Porto et de l'Algarve. Avec les salaires pratiqués actuellement, il devient donc impossible de se loger.

"La plupart des employés perçoivent mensuellement entre 800 et 1 200 euros net. Actuellement, avec ce salaire, il est seulement possible de louer une chambre à Lisbonne."

"Et même à l'extérieur de la capitale, lit-on aussi dans cette note, le loyer pour un logement modeste coûte environ 800 euros." Cette situation pousse les salariés à réclamer de meilleurs salaires, et conduit des grandes entreprises à embaucher des jeunes sortis d'école, qui généralement ne restent au maximum que trois années avant de chercher un poste mieux rémunéré. AFP 5 janvier 2024

Bangladesh.

Bangladesh : La Première ministre remporte les législatives boycottées par le principal parti d'opposition - 20 Minutes avec AFP 8 janvier 2024

Le gouvernement de Sheikh Hasina est accusé de graves violations des droits humains et d'avoir mené une répression impitoyable contre l'opposition.

J-C - L'avantage de cette présentation, c'est que vous savez qui soutenait l'Etat profond (Bilberberg) et le gouvernement français, dont l'AFP est le porte-parole.

- Si Sheikh Hasina, au pouvoir depuis 2009, est créditée d'avoir favorisé une croissance fulgurante dans le huitième pays le plus peuplé du monde, son gouvernement est accusé de graves violations des droits humains et d'avoir mené une répression impitoyable contre l'opposition. Le parti au pouvoir, la Ligue Awami, a remporté environ les trois quarts des sièges au parlement monocaméral, selon des responsables de la commission électorale. Les résultats seront officiellement annoncés ce lundi.

Après avoir voté à Dacca, Sheikh Hasina, 76 ans, avait appelé les électeurs à se rendre aux urnes, en promettant des élections « libres et équitables ». Elle a au passage dénoncé le boycott du scrutin par le principal parti d'opposition, le Parti nationaliste du Bangladesh (BNP), qu'elle a qualifié d'« organisation terroriste ». Le BNP a de son côté dénoncé « un simulacre d'élection ». Le vote a également été boycotté par d'autres partis.

Le chef de la commission électorale nationale, Habibul Awal, a estimé dans la journée la participation autour de 40 %. Beaucoup de Bangladais interrogés ont indiqué ne pas avoir voté car le résultat était joué d'avance.

Le BNP et d'autres partis ont manifesté sans succès pendant des mois fin 2023 pour exiger la démission de la Première ministre et un gouvernement intérimaire neutre pour superviser les élections. Quelque 25.000 cadres de l'opposition, dont l'ensemble des dirigeants locaux du BNP, ont été arrêtés après ces manifestations, au cours desquelles plusieurs personnes ont été tuées dans des affrontements avec la police, selon le parti. Le gouvernement a pour sa part fait état de 11.000 arrestations.

Près de 700.000 policiers et réservistes avaient été déployés pour maintenir l'ordre pendant le scrutin, et près de 100.000 soldats, selon la commission électorale. 20 Minutes avec AFP 8 janvier 2024

Venezuela.

Venezuela-Guyana : le conflit territorial historique de l'Essequibo remis à l'ordre du jour par Washington et ExxonMobil (Partie 2) - Par Catherine Roman - Mondialisation.ca, 06 janvier 2024

https://www.mondialisation.ca/venezuela-guyana-le-conflit-territorial-historique-de-lessequibo-remis-a-lordre-du-jour-par-washington-et-exxonmobil-partie-2/5684908?doing_wp_cron=1704603244.0326170921325683593750